Burundi

Programme d'appui pour la consolidation de l'enseignement fondamental – PACEF

Rapport d'avancement et d'utilisation des fonds

Juin 2016 – juin 2018

Table de matières

Acronymes/Liste des abréviations 2
Résumé du programme 2
1. Résumé exécutif 3
2. Aperçu général du PACEF 3
2.1. Contexte des réformes dans lequel s'inscrit le PACEF 4
2.2. Composantes et activités phares du PACEF 5
3.Progrès enregistrés dans la mise en œuvre du PACEF 6
3.1. Les progrès globaux 6
3.2. Progrès réalisés par composante et sous-composante 7
3.3. Matrice des résultats 11
3.4. Facteurs retardant l'implémentation et changement majeur dans le programme 14
4. Décaissements et Utilisation de fonds 15
5. Partenariat clef et collaboration inter-agences 17
6. Leçons apprises 17
7. Les connaissances générées 18
8. Le prochain plan de travail 18

Acronymes/Liste des abréviations

BISEM	Bureau des Infrastructures Scolaires, des Equipements et de la Maintenance
BPSE	Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education
BEPEF	Bureau des Enseignements Pédagogiques pour l'Enseignement Fondamental
DGBP	Direction Générale des Bureaux Pédagogiques
ENT	Equipe Technique Nationale
FACE	Funding Authorization and Certificate of Expenditure
GPE	Global Partnership for Education / Partenariat Mondial pour l'Education
GSE	Groupe Sectoriel de l'Education
GT	Groupe Thématique
IPA	Institut de Pédagogie Appliquée
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
MEFTP	Ministère de l'Education et de la Formation Technique et Professionnelle
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PACEF	Projet d'Appui à la Consolidation de l'Enseignement Fondamental
PBEA	Peace Building, Education and Advocacy Programme
PME	Partenariat Mondial pour l'Education
PSDEF	Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation
PSGSE	Politique Sectorielle et Gestion des Systèmes Educatifs
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RET	Refugee Education Trust
RESEN	Rapport d'Etat du Système Educatif National
SDC	Salles de Classe
SIGE	Système d'Information et de Gestion de l'Education.
TA	Taux d'achèvement
TBA	Taux Brut d'Accès
TBS	Taux Brut de Scolarisation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Résumé du programme

Nom du pays en développement partenaire	**Burundi**
Nom de l'agent partenaire	**UNICEF**
Montant du programme	**US$ 21,7 millions** (incluant 8% des coûts indirects)
Période considérée - (du : jour, mois, année, au : jour, mois, année)	**22 Juin 2016 au 21 juin 2018**
Durée du programme	**2 années**
Durée révisée du programme (en cas de révision ou de prolongement)	**2 années et 9 mois**

1. Résumé exécutif

Le Burundi a fait de l'éducation une priorité politique et budgétaire depuis le début de sa transition post-conflit en 2005, et a adopté une réforme structurelle sous-tendue par un Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation (PSDEF). Ce plan, révisé en 2012 pour répondre aux importantes disparités qui persistaient dans le système éducatif, a été endossé par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), notamment le Partenariat Mondial pour l'Education (PME) qui a alloué US$ 52,9 millions pour appuyer le Burundi dans sa mise en œuvre. Depuis juin 2016, près d'une année après le début de la crise socio-politique qui affecte actuellement le Burundi, l'UNICEF assume le rôle d'Agent Partenaire du PME, assurant ainsi la gestion directe d'un reliquat de US$ 21,7 millions qui est l'unique source de financement du Projet d'Appui à la Consolidation de l'Enseignement Fondamental (PACEF).

D'une durée initiale de 2 ans, le PACEF a été prolongée de 9 mois. Il se décline en trois composantes dont les résultats depuis le lancement du programme se présentent comme suit :

1- ***Composante 1 : Consolidation de l'accès et amélioration de l'équité de l'enseignement fondamental.*** Un lot de 45 salles de classe a été construit, équipé et livré au gouvernement burundais. Ces salles de classe accueillent plus de 2.700 enfants et sont gérées par au moins 45 enseignants. Deux campagnes « Back to school » ont été organisées atteignant plus de 3,6 millions d'enfants avec des kits scolaires, dont 2.6 millions lors de la campagne nationale de 2016-2017 et 1,04 million pendant celle de 2017-2018 qui n'avait ciblé que 7 provinces les plus vulnérables. Des outils didactiques ont également été mis à la disposition des enseignants pour leur permettre de mener à bien leur mission. Les campagnes « Back to school » ont été couplées à celles de sensibilisation contre les abandons scolaires et la promotion de la rétention.
Les constructions des salles de classes sur les 19 sites restants et du centre d'éducation inclusive sont en cours. Les travaux sont avancés dans la majorité des sites et les infrastructures devront être réceptionnées à la rentrée des classes de septembre 2018.

2- ***Composante 2 : Renforcement de la qualité de l'éducation***. Avec l'appui de l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) de l'Université du Burundi, 266 formateurs ont été formés dans le cadre du PACEF pour répondre aux besoins en formation continue des enseignants, directeurs d'école, inspecteurs et conseillers pédagogiques. Ces formateurs, avec l'appui de l'ONG World Vision International, ont déjà formé 4.000 enseignants et 1.500 directeurs d'école.
Par ailleurs, 347.000 élèves ont bénéficié chacun de 8 manuels de cours dont 215.000 élèves de la 7ème année et 132.000 de la 8èmeannée. Dans le même cadre, 10.300 enseignants dont 4.800 de la 7ème, 3.000 de la 8ème et 2.500 de la 9ème années ont bénéficié des guides de l'enseignant pour les différentes matières. Les élèves de la 9ème année avaient déjà bénéficié des manuels des cours avant le lancement du PACEF. Outre les manuels des cours, des planches pédagogiques pour le préscolaire et les 3 premiers cycles du fondamental ont été acquises et distribuées à la rentrée scolaire 2017-2018.

3- **Composante 3 :** A**mélioration du pilotage et du suivi du système éducatif**. Les annuaires et indicateurs du secteur ont été produits pour la période de 2014 à 2017, et le dialogue sectoriel a été redynamisé avec la tenue régulière des réunions du groupe sectoriel éducation et la concertation permanente des membres du FCE en dépit de la mise en veille de ce mécanisme. Ces consultations et concertations permettent d'assurer le succès de la planification et du suivi conjoints des activités du secteur.

Au 08 juin 2018, sur US$ 21.708.000 reçus, US$ 14.361.993 ont été dépensés (66,2%, inclus les coûts indirects) et un peu plus de US$ 5 millions ont déjà été engagés. Le soutien financier et technique du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) a permis des progrès importants, notamment en termes

d'accès et de consolidation des acquis. Le taux brut d'accès (TBA) se situe au-dessus de 100% depuis l'année scolaire 2012-2013 et n'a plus baissé de façon substantielle ; il était de 131% (plus favorable aux garçons qu'aux filles 132,3% contre 129,6%i) durant l'année 2015-2016. Cependant, la dynamique de croissance des effectifs enregistrée depuis la mise en place de la gratuité scolaire en 2005 a plus profité aux filles qu'aux garçons, avec un indice de parité de 1,01 en 2015-2016 contre 0,95 en 2011-2012. La réforme de l'enseignement fondamental a permis aussi de contenir la pression démographique exercée par la dynamique scolaire et de relever le niveau de scolarisation du 4ième cycle du fondamental.

En dépit des résultats encourageants et des efforts qui se poursuivent, le système peine encore à maintenir les enfants à l'école, particulièrement les garçons. Le ratio élèves/salle de classe reste à 74 aux trois premiers niveaux du fondamental malgré les nouvelles constructions d'infrastructures scolaires. D'où la nécessité de poursuivre des investissements dans le secteur.

2. Aperçu général du PACEF

2.1. Contexte des réformes dans lequel s'inscrit le PACEF

Dans un contexte de fragilité marqué par des années de guerres civiles, le Burundi en 2005 entrait dans une période de transition post conflit et a fait de l'éducation une priorité politique et budgétaire. L'éducation est considérée comme l'un des dividendes majeurs de la paix, et un moyen d'égaliser les chances et de placer les enfants dans un contexte dépourvu de discrimination.

Bien que l'objectif d'accès universel et gratuit à l'enseignement primaire que le Burundi s'était fixé en 2005 ait été atteint, le système éducatif burundais cache encore des disparités importantes qui doivent être prises en compte pour une réponse adaptée. Ainsi, le pays s'est lancé un nouveau défi pour l'horizon 2020 : doter chaque enfant burundais, au seuil de la vie active, de savoirs nécessaires à une intégration harmonieuse dans la société en améliorant la qualité des apprentissages et l'efficacité interne du système éducatif.

Pour ce faire, le Gouvernement du Burundi a procédé à la révision de son Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation (PSDEF) en 2012 afin: (i) de se conformer aux orientations du CSLP 2ème Génération; (ii) de répondre aux nouvelles orientations pour le développement de l'éducation et de la formation; (iii) de prendre en compte les évolutions intervenues dans la gestion de l'éducation en 2009-2010 et, (iv) de répondre aux exigences de pertinence, de qualité et, de soutenabilité du document en vue de son adhésion au GPE.

Le PSDEF 2012-2020 couvre l'ensemble du secteur de l'éducation, du préscolaire au supérieur, et consacre la réforme visant l'extension du cycle primaire à un enseignement fondamental de neuf années d'éducation de base. Il a pour objectif d'atteindre l'achèvement primaire universel en scolarisant une majorité de jeunes jusqu'à ce qu'ils atteignent un âge adéquat pour que leur insertion dans la société puisse profiter à tous et de favoriser un développement équilibré, harmonieux et soutenable de l'ensemble du système éducatif.

Le Gouvernement du Burundi et ses Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont adopté une position conjointe autour des grands objectifs du PSDEF, visant à consolider les acquis en termes d'accès, à assurer le passage d'un plus grand nombre d'élèves vers le post-fondamental et, à améliorer les apprentissages à l'horizon 2020.

Après avoir fait l'objet d'une évaluation externe, le PSDEF 2012-2020 a été endossé par les PTF en juillet 2012 et constitue l'unique cadre de référence pour les interventions en appui au secteur. Déclinée en Plan d'actions pluriannuel (2013-2015), la stratégie sectorielle sert de base également pour la planification sectorielle annuelle, intégrant les différentes sources de financement (Budget de l'Etat,

Fonds Commun de l'Education et projets extrabudgétaires), et vise à atteindre les objectifs définis dans le cadre de résultats du PSDEF.

Le PACEF s'inscrit dans la continuité du plan d'action initial 2013-2015 dans le cadre de la mise en œuvre du PSDEF. Il vise, d'une part, à consolider les réformes engagées – dont la plus importante, celle de l'enseignement fondamental – afin de permettre la continuité du service éducatif et la préservation des acquis du secteur tant d'un point de vue organisationnel, institutionnel que pédagogique. D'autre part, le PACEF vise à protéger l'environnement scolaire face à l'insécurité récurrente.

2.2.Composantes et activités phares du PACEF

Le PACEF se décline en trois composantes :

Composante 1 - Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation :

Cette composante vise à accroître l'accès et le maintien des élèves dans l'enseignement fondamental jusqu'à la fin du cycle et à améliorer l'environnement des apprentissages dans les écoles à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures, la mise à la disposition des élèves des matériels scolaires, et la mise à la disposition des enseignants des outils pédagogiques, notamment au travers des campagnes communément appelées ''Back To School'' (BTS). Les campagnes BTS sont accompagnées d'activités d'information et de sensibilisation des communautés et de leurs leaders (traditionnels et religieux) sur les bienfaits de l'éducation, en particulier celle des filles, la lutte contre les grossesses juvéniles qui annihilent les efforts déployés pour scolariser les filles. La persistance de l'insécurité et son impact sur l'éducation avec des écoles occupées par les groupes armés conduisent à inclure dans le paquet communication des messages visant à promouvoir la paix et à renforcer la neutralité de l'école.

Pour améliorer l'offre de services d'éducation et de santé, UNICEF dispose d'une Unité de Constructions qui appuie les pouvoirs publics dans la réhabilitation et la construction d'infrastructures. Cette unité travaille en étroite collaboration avec le Bureau des Infrastructures scolaires, des Equipements et de la Maintenance (BISEM) du MEFTP ainsi que différentes structures du ministère impliquées dans le développement des infrastructures. L'Unité de Constructions s'assure aussi – dans le cadre de l'accompagnement qu'elle donne au MEFTP – que le processus est participatif afin de créer un transfert de compétences et une bonne appropriation des mécanismes de recrutement transparent et compétitif des entreprises de contrôle, d'exécution et de suivi des travaux conformément aux normes et standards de construction. Des considérations relatives à la sécurité, à l'environnement et à l'inclusion pour les enfants vivant avec un handicap sont aussi des points particuliers de vigilance dans l'accompagnement de l'UNICEF.

Composante 2 - Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental :

Cette composante vise à appuyer la finalisation de la réforme de l'enseignement fondamental, en renforçant les prérequis pour un enseignement de qualité à travers la formation des enseignants aux nouveaux programmes et l'acquisition de matériels pédagogiques.

Il s'agit entre autres d'appuyer le MEFTP à identifier une structure de formation qui dispose de compétences techniques et opérationnelle pour l'évaluation des besoins en formation dans les domaine pédagogique et méthodologique, ainsi que l'élaboration des modules de formation. Ces formations visent entre autres à renforcer les capacités du Bureau des Enseignements Pédagogiques

pour l'Enseignement Fondamental (BEPEF), d'une part, dans l'élaboration des manuels de formation de différentes cibles (formateurs, inspecteurs, directeurs d'école, enseignants, etc.) et, d'autre part, dans la planification et l'organisation des formations de masse et les procédures y afférentes.

Composante 3 – Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation efficace des données :

Le pilotage et la gestion efficaces du système nécessitent des données de qualité répondant à des critères de fiabilité et de durabilité. A cet effet, le PSDEF met l'accent sur la nécessité d'avoir un système d'information performant. Une réforme a été initiée depuis quelques années en vue de s'assurer de la disponibilité régulière d'annuaires statistiques qui compilent les données de base, indispensables à un bon pilotage du système éducatif basé sur l'évidence. Depuis le début de la mise en œuvre du PACEF, les annuaires statistiques sont régulièrement produits et mis à la disposition du public pour faciliter la programmation. De même, le Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education (BPSE) a été appuyé dans la finalisation du Rapport d'état du système éducatif national (RESEN) et la production des indicateurs du secteur.

3. Progrès enregistrés dans la mise en œuvre du PACEF

3.1. Les progrès globaux

Progression générale de la mise en œuvre	
Evaluation pour la période visée par le rapport précédent[1]	***Evaluation pour la période visée par le présent rapport***
□ *Très satisfaisant (TS)* X *Satisfaisant (S)* □ *Modérément satisfaisant (MS)* □ *Modérément insatisfaisant (MI)* □ *Insatisfaisant (I)* □ *Très insatisfaisant (TI)*	□ *Très satisfaisant (TS)* X *Satisfaisant (S)* □ *Modérément satisfaisant (MS)* □ *Modérément insatisfaisant (MI)* □ *Insatisfaisant (I)* □ *Très insatisfaisant (TI)*

D'une manière globale, la mise en œuvre du PACEF au moment où ce rapport est rédigé est satisfaisante car tous les résultats importants planifiés pourront être atteints grâce aux progrès déjà réalisés dans l'implémentation des activités, y compris celles de suivi, de chacune des trois composantes.

Pour la **Composante 1**, tous les moyens tant humains, matériels que financiers ont été mobilisés et des partenariats stratégiques ont été noués pour la construction/réhabilitation des infrastructures. Un premier lot de 45 salles de classe (SDC) a déjà été construit, équipé et livré au MEFTP. Les entreprises ont entamé la construction de 117[2] nouvelles SDC et d'un centre de référence pour l'éducation inclusive de 11 SDC. Une première campagne BTS d'envergure nationale a été conduite avec succès en 2016-2017. Elle a été suivie d'une campagne BTS qui a couvert 7 provinces parmi les plus vulnérables en 2017-2018. Une autre campagne est en préparation pour la rentrée scolaire 2018-2019. Elle couvrira 8 provinces. Toutes les campagnes BTS ont été accompagnées de campagnes de mobilisation sociale contre les abandons scolaires.

[1] Ne s'applique pas aux nouveaux programmes
[2] Les dernières prévisions chiffrent à 117 le nombre de SDC à construire contrairement aux estimations faites lors du premier qui parlaient de 112 SDC.

Sous la **Composante 2**, grâce au contrat passé avec l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) de l'Université du Burundi et avec l'appui de l'ONG World Vision International, la formation de plusieurs formateurs a été achevée. Ces formateurs procèdent à leur tour à la formation continue des enseignants, directeurs d'école, inspecteurs et conseillers pédagogiques conformément aux recommandations du Conseil d'administration du GPE. Une commission mixte BEPEF/MEFTP, UNICEF, IPA et World Vision se réunit régulièrement pour évaluer et ajuster les activités de formation selon les besoins.

En ce qui concerne la **Composante 3**, les annuaires statistiques et les indicateurs du secteur ont été produits pour la période de 2014 à 2016 à travers un appui technique et financier au BPSE. De même, le dialogue sectoriel a été redynamisé à travers la relance des réunions/concertations du Groupe Sectoriel de l'Education (GSE). Des visites programmatiques régulières ont eu lieu et des rencontres périodiques ont été organisées entre l'UNICEF, le Secrétariat Permanent, la DGBP et le BPSE pour la préparation, le suivi et la mise en œuvre des activités. Des revues annuelles et semi-annuelles sont organisées pour le suivi des activités entre UNICEF et le MEFTP. Une revue sectorielle conjointe qui a rassemblé l'essentiel des acteurs du secteur a été organisée au milieu de l'année 2017.

Au 08 juin 2018, sur un total d'environ US$ 21,7 millions reçu, près de US$ 14,4 millions ont été dépensés (66,2%, inclus les coûts indirects). L'utilisation de fonds par composante est de l'ordre de 60.1% pour la Composante1, 84% pour la Composante2 et enfin, 54% pour la Composante3. Les engagements financiers en cours sont de l'ordre d'environ US$ 5 millions. Les exécutions financières avec les partenaires de mise en œuvre sont assurées en suivant l'Approche Harmonisée des Transferts en Espèces (HACT).

La section suivante reprend les détails des progrès réalisés dans chacune des composantes et leurs sous-composantes.

3.2. Progrès réalisés par composante et sous-composante

3.2.1 Composante 1 - Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation :

3.2.1.1 Sous-composante 1.1: Construction, réhabilitation, et équipement d'écoles

a. Constructions des infrastructures scolaires

Réception provisoire des travaux dans 5 sites (composés chacun de 9 salles de classe ; 10 box de latrines ; 1 bloc administratif ; 3 systèmes de captage des eaux de pluie et une adduction d'eau potable) : En 2017, les réceptions définitives ont été faites conjointement par le BISEM, l'Unité Construction de l'UNICEF, les bureaux de contrôle et les entreprises d'exécution des travaux. Elles ont aussi impliqué les communautés bénéficiaires. Les infrastructures - érigées sur les 5 sites - se décomposent en 45 SDC, n'accueillant présentement pas moins de 2.700 élèves, 50 blocs latrines, 5 blocs administratifs, 15 systèmes de captage des eaux de pluie et 5 adduction d'eau potable. L'UNICEF a reçu un financement complémentaire d'un de ses donateurs qui a permis d'installer l'énergie solaire dans les 5 sites en raison de l'électrification d'une SDC par site pour permettre aux enfants de ces zones démunies de pouvoir réviser leurs leçons la nuit.

Construction de nouvelles salles de classe dans 19 sites et d'un centre pour l'éducation inclusive : Les constructions de 128 nouvelles SDC dont 117 dans les 19 sites restants et 11 dans le centre d'éducation inclusive sont en cours. Les travaux sont avancés dans la majorité des sites et les infrastructures seront réceptionnées à la rentrée des classes de septembre 2018. Plus de 7.500 enfants bénéficieront de ces

nouvelles SDC qui contribueront à désengorger – dans les communes où elles sont érigées - des salles de classe qui aujourd'hui abritent en moyenne 75 élèves.

b. Equipement d'écoles

Les 45 SDC déjà réceptionnées par les autorités ont été complètement équipées en mobilier pour l'enseignant et les élèves. Le mobilier pour les SDC en construction a été commandé et sera livré à la fin des travaux prévue avant l'ouverture de l'école.

3.2.1.2 Sous-composante 1.2 : Mise à disposition de matériels scolaires

Campagne "Back to School" (BTS)

En 2016-2017, une opération d'envergure nationale de soutien à la demande avait permis d'offrir des kits scolaires (cahiers, stylo, crayon, règle, gomme, sac plastique) à l'ensemble des élèves de l'école fondamentale (2,6 millions d'enfants) et à leurs enseignants (32 000). Cette opération a dépassé l'objectif initial de couverture d'environ 2,3 millions enfants grâce à un processus d'achat international compétitif ayant permis d'obtenir des prix réduits.

Les économies réalisées ont permis d'organiser une autre campagne BTS en 2017-2018. Les fonds du GPE ont contribué à hauteur de 44%, soutenant ainsi la scolarité de 1,04 million d'élèves dans les 7 provinces classées parmi les plus vulnérables (Muyinga, Kirundo, Rumonge, Makamba, Cankuzo, Rutana et Ruyigi)[3]. Le kit scolaire distribué était composé d'un sac plastique biodégradable pour protéger les cahiers des intempéries, d'un stylo, d'une gomme, d'un crayon, de trois cahiers pour les élèves de deux premiers cycles et de 6 cahiers pour les élèves de 3ème et 4ème cycles ainsi que du matériel pédagogique pour les enseignants, notamment compas, règle, double décimètre et craie.

3.2.1.3 Sous-composante 1.3: Soutien à la demande d'éducation dans un contexte de fragilité et renforcement de la neutralité de l'école

Campagnes de sensibilisation

En collaboration avec l'ONG RET, des activités de sensibilisation et de mobilisation sociale en vue de changer positivement les comportements avec comme thèmes entre autres, "Tous mobilisés pour vaincre l'abandon scolaire" ont été menées tant au niveau national, que dans les 7 provinces ciblées lors de la seconde campagne BTS. Des séances de dialogue communautaire, le théâtre interactif au travers des réseaux communautaires, des spots radio et autres supports de communication (T-shirt, banderoles, etc…) ont été les principaux moyens utilisés pour atteindre les populations locales.

Une enquête réalisée par l'ONG RET a permis de faire le bilan des activités. RET sensibilise les communautés sur l'importance d'inscrire et de maintenir leurs enfants à l'école. Elle aborde également des thématiques liées à la promotion de l'école comme zone de paix.

RET a pu engranger les résultats suivants :

- Formation de 10 formateurs d'agents communautaires en mobilisation communautaire et en art théâtral ;
- Plus de 8.400 membres des communautés locales ont pris part à des représentations théâtrales et 169 personnes aux dialogues communautaires ;
- 7 réseaux communautaires mis en place pour l'échange d'information et la sensibilisation.

Les activités de sensibilisation ont été menées pendant la période allant de novembre 2016 à juillet 2017.

[3] Plan de Réponse Humanitaire 2017

3.2.2 Composante 2 - Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental

Le volet financier de cette composante a été exécuté directement par l'UNICEF qui a payé IPA de l'Université du Burundi (BU) et procédé à des transferts à World Vision International (WV), structure chargée de l'organisation matérielle des formations.

3.2.2.1 Sous-composante 2.1: Renforcement des capacités du personnel enseignant

Une expertise locale, en la personne morale de l'IPA de l'Université du Burundi, a été identifiée pour appuyer le ministère dans la révision et la mise à jour des outils de formation des différentes cibles : inspecteurs de l'enseignement, conseillers pédagogiques, directeurs d'école et enseignants. Concernant les enseignants, les inspecteurs et les conseillers pédagogiques, les outils de formation les concernant ont été regroupés en 4 domaines : mathématiques, langues : 1 (français et kirundi) et 2 (anglais et kiswahili) et sciences humaines. Les outils mis à jour ont été validés et démultipliés pour la formation des formateurs qui a concerné 266 inspecteurs et conseillers pédagogiques. Ces derniers, assistés par l'IPA, pour les premières séances ont formé à leur tour 1.500 directeurs d'école et 4.000 enseignants du cycle 4, au moment où ce rapport est rédigé.

L'organisation des formations fut confiée à World Vision International (WVI) Burundi avec qui l'UNICEF a passé un Accord de coopération, conformément aux recommandations du conseil d'administration du GPE. Le choix de WVI se justifie par le fait qu'elle est chef de file des ONG au sein du GSE, mais aussi qu'elle dispose de son propre programme d'éducation qui vise à améliorer les acquisitions scolaires, dénommé "Literacy boost". Suite à l'accord favorable de la demande d'extension sans coût du délai de clôture du financement, un autre accord a été passé avec WVI pour compléter la cible initiale de 3.000 directeurs d'école et 5.000 enseignants à former, à laquelle il faut ajouter 1.000 enseignants supplémentaires durant les prochaines vacances scolaires (juillet/aout 2018).

3.2.2.2 Sous-composante 2.2: Acquisition et distribution de matériels pédagogiques

L'UNICEF, grâce au financement du GPE, a appuyé la mise à jour, l'impression et la distribution des manuels de l'élève et des guides pédagogiques du maitre. Il était anticipé 1 manuel pour 2 élèves pour la 7ième et la 8ième année, mais grâce à un processus d'achat efficace l'UNICEF a pu aider le ministère à assurer à chaque élève de ces deux niveaux un kit complet de manuels dès la première année du programme. Les quantités distribuées se répartissent comme suit :

1. Pour la 7ième : 215.000 manuels de l'élève pour chacun des 8 titres, soit un total de 1.720.000 unités et 4.300 guides du maître pour les mêmes titres, soit un total de 34.400 guides du maître.
2. Pour la 8ième : 132.000 manuels de l'élève pour chacun des 8 titres, soit 1.056.000 manuels et 3.000 guides du maître pour autant de titres, soit un total de 24.000 guides.
3. Pour la 9ième : 2.500 guides du maître par titre (six) soit 15.000 guides au total.
4. Des planches pédagogiques (440.000 exemplaires) pour le préscolaire, les 1er, 2ième et 3ième cycles et leurs guides d'utilisation ont également été distribuées lors de la rentrée scolaire 2017-2018.

3.2.3 Composante 3 - Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation des données

3.2.3.1 Sous-composante 3.1 : Consolidation de la réforme du SIGE

Production des données

La production des annuaires statistiques de l'éducation qui avait été interrompue avant la crise a repris de plus belle. Ainsi, les annuaires 2015-2016, 2016-2017 ont été produits. La campagne de collecte des

données de l'éducation pour l'année 2017-2018 a été lancée en janvier 2018 et présentement les questionnaires revenus du terrain sont en train d'être saisis.

L'IIPE/UNESCO Pole de Dakar a accompagné le ministère dans la finalisation du RESEN. Ce rapport a permis d'asseoir la base de l'analyse de la situation du secteur en vue de la préparation du nouveau paquet sectoriel de l'éducation. Le choix d'un PTE a été validé lors du GSE de février 2017, en présence de la représentation du PME, afin de répondre aux besoins urgents du Burundi dans un contexte de crise multiforme et prolongé. Cette analyse de la situation a été facilitée par la conduite d'une étude sur les risques et vulnérabilités qui pèsent sur le secteur. Le BPSE a aussi bénéficié de l'appui de l'UNESCO/UIS de Yaoundé pour se doter d'un plan de modernisation de son Système d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE). La production/mise à jour des données a beaucoup facilité la préparation de la prochaine requête au GPE ainsi que le dialogue et la programmation sectoriels.

Formations en Politique Sectorielle et Gestion des Systèmes Educatifs (PSGSE) : En 2016-2017 une équipe de six cadres (dépassant l'objectif de 5 cadres) a été formée en Politique Sectorielle et Gestion des Systèmes Educatifs (PSGSE) dispensées par l'Université de Dakar avec l'appui de l'IIPE/UNESCO Pole de Dakar. Grace à la gestion efficace des ressources, 4 nouveaux cadres du ministère suivent la même formation depuis octobre 2017 et la finiront en novembre 2018. Ces cadres constituent l'ossature de l'Equipe Technique Nationale, cheville ouvrière de l'élaboration du nouveau Plan Transitoire de l'Education et de ses documents connexes, de même que de la requête à adresser au GPE par l'Agence Française de Développement (AFD), nouvel agent partenaire. Ces cadres ont également joué un rôle déterminant dans l'élaboration du RESEN, démontrant l'effectivité du transfert de compétence et de la capacitation des cadres nationaux prônée par le programme.

3.2.3.2 Sous-composante 3.2 : Suivi

Missions de suivi :

Plusieurs missions de supervision de l'UNICEF et/ou conjointement avec les partenaires ont été effectuées dans le cadre de la mise en œuvre du Programme : suivi des constructions, de la distribution des questionnaires statistiques pour la campagne de collecte des données, des campagnes BTS, etc.

Revues sectorielles :

En plus de ses revues à mi-parcours en milieu d'année et de fin d'année durant lesquelles le chemin parcouru est jaugé, les progrès mesurés, les défis et les contraintes identifiés, l'UNICEF a appuyé le ministère dans l'organisation d'une revue conjointe du secteur au milieu de l'année 2017.

Par ailleurs, plusieurs réunions du Groupe Local Education communément appelé Groupe Sectoriel Education (GSE) ont eu lieu. En moyenne, il y a eu une réunion tous les 2 mois. Elles donnent l'occasion de passer en revue l'exécution du PACEF.

3.3. Matrice des résultats

Composante 1 – Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation				
Résultats attendus	**Stratégies**	**Sous composantes**	**Indicateurs**	**Résultats**
L'accès des enfants, en particulier les plus vulnérables, à une école de qualité est consolidé et étendu	(i) Augmenter et améliorer les capacités d'accueil aux cycles 1 à 4 (ii) Améliorer l'équité par la dotation en fournitures scolaires de base (iii) Soutenir la demande d'éducation à travers la mobilisation des communautés	Sous-composante 1.1 : Construction, réhabilitation, et équipement d'écoles - Constructions de salles de classe - Construction d'un Centre pour l'éducation inclusive - Diagnostic des infrastructures scolaires	157 salles de classes construites/réhabilitées et équipées 1 centre pour l'éducation inclusive construite et équipée Le diagnostic des infrastructures réalisé	45 salles de classe, 50 blocs latrines, 5 blocs administratifs, 15 systèmes de captage des eaux de pluie et 5 adductions d'eau potable réalisés. 117 SDC et le centre d'éducation inclusive (11SDC) en cours de construction. Livraison au mois d'aout 2018. Etude diagnostique faite et rapport validé par les acteurs du secteur et endossé par le ministère.
		Sous-composante 1.2 : Mise à disposition de fournitures scolaires	2 296 400 enfants bénéficiaires	2 600 000 élèves et quelques 32 000 enseignants bénéficiaires en 2016-2017 1 040 000 élèves et 18 648 enseignants bénéficiaires en 2017-2018.
		Sous-composante 1.3: Soutien à la demande d'éducation dans un contexte fragilisé et renforcement de la neutralité de l'école	25 campagnes de sensibilisation effectuées	10 agents communautaires formés en mobilisation communautaire et en art théâtral 8 400 personnes ont assisté à des représentations théâtrales traitant de thématiques liées à l'abandon scolaire 169 personnes ont assisté aux dialogues communautaires et

				7 réseaux communautaires mis en place pour appuyer la demande éducative et le maintien des enfants à l'école.
Composante 2 – Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental				
Résultats attendus	**Stratégies**	**Activités**	**Indicateurs**	**Résultats**
La mise en œuvre de la réforme au cycle 4 est consolidée	Assurer une mise en œuvre efficace des nouveaux programmes scolaires du cycle 4 par la mise à disposition en quantité suffisante de matériel pédagogique dans les écoles fondamentales et par le renforcement des capacités des enseignants et du personnel d'encadrement pédagogique	Sous-composante 2.1 : Renforcement des capacités du personnel enseignant	130 formateurs 136 personnels d'encadrement 5000 enseignants 3000 directeurs formés	Modules de formation des inspecteurs et conseillers pédagogiques, des directeurs d'école et des enseignants et plan de formation avec la liste des personnes à former actualisés 130 inspecteurs et 136 conseillers pédagogiques formés. 4 000 enseignants formés 1 500 directeurs d'école formés
		Sous-composante 2.2 : Acquisition et distribution de matériels pédagogiques	1 223 726 manuels de l'élève distribués en 7ème et 8ème années 211 895 manuels de l'élève distribués pour le 1er cycle du fondamental 136 296 guides du maître distribués en 7ème et 8ème et 9ème années 240 000 planches réparties sur 6 thématiques distribuées	Pour la 7ième : 215 000 manuels de l'élève pour chacun des 8 titres soit un total de **1 720 000 unités** et 4 300 guides du maître pour les mêmes titres soit un total de **34 400 guides du maitre** distribués. Pour la 8ième : il s'agit de 132 000 manuels de l'élève de chacun des 8 titres, **soit 1 056 000 manuels** et 3 000 guides du maître pour autant de titres, soit un total de **24 000 guides** distribués Pour la 9ième : il s'agit de 2 500 guides du maître par titre (six) soit **15 000 titres au total** distribués. Des planches pédagogiques **(440 000 exemplaires)** pour le préscolaire, le 1er,

			8 000 guides d'exploitation distribués	2ième et 3ième cycle et leurs guides d'utilisation distribués.

Composante 3 - Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation efficace des données critiques				
Résultats attendus	**Stratégies**	**Activités**	**Indicateurs**	**Résultats**
Le système d'information permet la mise à disposition de données fiables et dans un délai raisonnable au service du pilotage et de la planification du système éducatif Le suivi des constructions est renforcé	Renforcement des capacités pour la collecte et le traitement des informations nécessaires à la planification et au pilotage Renforcement des capacités du BISEM pour le suivi et la planification du plan d'investissement des infrastructures	Sous-composante 3.1 : Consolidation de la réforme du SIGE	Les données 2014-2015 sont diffusées Les données 2016-2017 sont disponibles et diffusées 5 cadres sont formés	Annuaire 2015-2016, 2016-2017 et les indicateurs scolaires 2014-2015 et 2015-2016 élaborés. RESEN finalisé 5 cadres du MEFTP formés en PSGSE en 2016-2017 4 autres cadres en cours de formation 2017-2018.
		Sous-composante 3.2 : Suivi du programme de constructions scolaires	18 missions de suivi effectuées par le BISEM	Plus de 60 missions de terrain ont déjà été effectuées par l'unité des constructions de l'Unicef et du BISEM, et par les spécialistes de l'éducation pour le suivi du BTS et autres. Rapports de mission de terrain disponibles. En moyenne une réunion du GSE tous les 2 mois 1 revue sectorielle conjointe tenue et les revues traditionnelles du Gouvernement et de l'UNICEF

3.4. Facteurs retardant l'implémentation du programme, mesures de mitigation, et changement majeur

Les procédures et protocoles de construction exigent beaucoup de temps et de travail entrainant de fait la nécessite d'introduire auprès du GPE une demande d'extension sans coût de la durée de la mise en œuvre du programme. Au moment de la rédaction de ce rapport, une bonne partie des travaux de construction est très avancée. Le nouveau délai de clôture du programme fixé à la fin du mois de mars 2019 sera respecté, sauf cas de force majeure. Cependant, étant donné que l'environnement politico-sécuritaire au Burundi reste fragile, UNICEF continue de monitorer tout facteur ou toute mesure pouvant constituer un risque potentiel dans la mise en œuvre du programme et nécessitant un plaidoyer auprès des autorités compétentes.

Par ailleurs, quelques changements positifs ont été apportés dans le programme tel qu'initialement approuvé. Ceci est principalement due aux économies substantielles réalisées sur les commandes internationales grâce à la mise à contribution efficace de la centrale d'achat international de l'UNICEF qui dispose d'un réseau efficace de fournisseurs et de précontrats avantageux.

Il sied de souligner que la crise socioéconomique perdure au Burundi et qu'à cet effet, les économies réalisées ont été dédiées principalement aux campagne BTS 2017-2018 et 2018-2019, afin de soutenir la demande d'éducation des populations les plus vulnérables.

4. Décaissements et Utilisation de fonds

Composantes et sous-composantes	Fonds alloués en USD (a)	Fonds Utilisés en USD (b)	Taux d'Utilisation en %(b/a *100)	Commentaires
Composante 1. Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation :				
Sous-composante 1.1: Construction, réhabilitation, et équipement d'écoles	6 716 244	3 315 809	49%	Notons qu'il y a en plus un montant engagé de 3,695,175.77 USD qui représentent des contrats en cours et en particulier la construction de 177 salles de classes et leur équipement en mobilier
Sous-composante 1.2 : Mise à disposition de matériels scolaires	5 603 258	4 052 689	72%	Environ 1,3 ont été engagés pour le BTS 2018-2019.
Sous-composante 1.3: Soutien à la demande d'éducation dans un contexte fragilisé et renforcement de la neutralité de l'école	107 688	99 687	93%	
Total Composante 1.	12 427 190	7 468 186	60%	
1.1. Composante 2 - Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental				
Sous-composante 2.1: Renforcement des capacités du personnel enseignant	1 648 246	848 825	51%	Un PCA avec WVI de 708 000 USD est signé . Il absorbera ce montant.
Sous-composante 2.2: Acquisition et distribution de matériels pédagogiques	3 301 726	3 301 989	100%	
Total Composante 2.	4 949 972	4 152 815	84%	

1.1. Composante 3 - Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation des données critiques				
Sous-composante 3.1 : Consolidation de la réforme du SIGE	655 100	410 516	63%	
Sous-composante 3.2 : Suivi	240 000	73 228	31%	
Total Composante 3.	**895 100**	**483 744**	**54%**	
Gestion et suivi-évaluation du projet	1 176 005	820 039	70%	
Coûts Opérationnels (inclus divers et imprévus)	651,734	373 358	57%	
Total 4: Coûts de mise en œuvre	**1 827 739**	**1 193 397**	**65%**	
COUTS PROJET	**20 100 000**	**13 298 142**	66%	
COUTS INDIRECTS (8%)	1 608 000	1 063 851		
GRAND TOTAL	**21 708 000**	**14 361 993**	66,2%	

5. Partenariat clef et collaboration inter-agences

La crise politico-sécuritaire qui secoue le Burundi depuis avril 2015 a contraint certains partenaires à suspendre leurs appuis, particulièrement ceux du Fonds Commun de l'Education (FCE), constitué de : l'Agence Française de Développement (AFD), la Belgique (Ambassade et Coopération Technique Belge), la Norvège et l'UNICEF. Cependant, malgré leur absence du pays le fil du dialogue n'a jamais été coupé. En effet, le PACEF est une résultante d'une dynamique de concertation entre des partenaires présents au Burundi et ceux ayant momentanément quitté le pays. Des conférences téléphoniques ont été régulièrement organisées dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des activités du secteur, notamment celles financées au début par les PTF et plus tard par le PACEF. L'UNICEF, en mars 2017, avait repris le rôle de coordinateur des PTF du FCE après le retrait de la Belgique en vue de maintenir la dynamique existante et de s'inscrire dans une continuité des actions menées jusqu'à ce jour.

En février 2017, la première réunion de l'année du GSE qui regroupe le ministère et ses partenaires : PTF, ONG nationales et internationales, société civile (syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves…), confessions religieuses, etc. a été l'occasion de renouer avec les réunions présentielles et a marqué un début de redynamisation du dialogue sectoriel. Cette réunion a également été l'occasion, pour l'AFD, de réitérer sa volonté de reprendre le mandat d'Agent partenaire comme cela avait été envisagé avant la crise de 2015. D'autres réunions du GSE se sont tenues de façon régulière à un rythme crescendo. Depuis mars 2017, une note sur l'état d'avancement est faite périodiquement pour tenir informée la ministre de l'éducation de l'exécution du PACEF. Cette note est très souvent partagée aux PTF.

Compte-tenu de son maillage du territoire national, son expertise dans le secteur de l'éducation et sa qualité de chef de file des ONG au sein du GSE et auprès du ministère, WV a été identifié par l'UNICEF pour accompagner le ministère dans l'organisation matérielle de la formation des enseignants.

6. Leçons apprises

- La mise en œuvre du BTS passe par une expertise et une participation de tous : une très bonne préparation par l'équipe de l'UNICEF grâce à l'implication de son bureau de Burundi à tous les niveaux ainsi qu'une participation active de l'administration de l'éducation, au niveau central comme au niveau décentralisé, ont permis le succès de ces opération d'envergure sur les deux campagnes passées. De plus, cette opération a bénéficié de la disponibilité des statistiques de l'éducation pour assurer une distribution équitable des intrants. L'implication pleine et entière des communautés locales a également contribué à faire de cette campagne un succès populaire réel.
- Le renforcement des capacités nationales a permis une implication active et efficiente du ministère dans la formulation de ses orientations politiques et le développement du paquet sectoriel transitoire de l'éducation. Le noyau de cadres formés en master Politique Sectorielle et Gestion des Systèmes Educatifs à l'Université de Dakar Cheikh Anta Diop constitue le fer de lance des prochaines opérations de planification opérationnelle. Ces cadres ont participé à l'élaboration du RESEN et sont institutionnellement placés au BPSE.
- La planification doit être inclusive et participative : le processus itératif et participatif dans lequel s'est inscrit la préparation de la requête GPE, qui implique tous les acteurs du secteur, est un bel exemple d'outil d'appropriation par les acteurs du secteur. L'ensemble des documents ont fait l'objet d'échanges entre les PTF et le Gouvernement sous le leadership de ce dernier et, ont été validés par l'ensemble des acteurs du secteur.
- Le dialogue politique doit rester dynamique : la synergie avec les partenaires du MEFTP dans les constructions, l'amélioration du SIGE et la production des informations et indicateurs du secteur constitue un bon moyen de transfert de compétences. L'ensemble des activités menées dans ces

deux volets ont été le fruit de concertations entre les PTF et le Gouvernement, aussi bien dans les phases de préparation que dans celles des mises en œuvre.

7. Les connaissances générées

La mise en œuvre du programme a permis de mettre à jour des indicateurs clés du secteur de l'éducation au Burundi. Ces indicateurs permettent de mesurer objectivement les progrès accomplis dans le secteur. De même, elle a permis la mise en place d'une base de données des personnels formés qui permettra d'établir les listes de formation de façon objective pour les prochaines formations, mais aussi d'assurer le suivi des personnels formés une fois de retour dans leurs fiefs.

8. Le prochain plan de travail

Le focus du plan de travail à venir sera mis dans l'accélération des constructions qui doivent être réceptionnées avant l'ouverture des classes prévue au mois de septembre 2018, la finalisation de la formation des enseignants et des directeurs d'école (entre juin et décembre 2018), la distribution de fournitures scolaires pour la 3ème fois consécutive afin de permettre au programme d'entrer dans sa phase finale et produire l'impact escompté : l'amélioration de l'accès et le renforcement de la qualité de l'éducation au Burundi.

En ce qui concerne la formation des enseignants, la prochaine étape sera consacrée au renforcement des capacités de 1.500 directeurs d'école et de 2.000 enseignants durant les vacances scolaires (d'été et de fin d'année) conformément aux directives du ministère.

Tirant les leçons de la campagne BTS de l'année dernière et compte tenu de la rareté des ressources, il a été décidé avec le ministère que la campagne BTS 2018-2019 se focalisera sur les enfants des huit provinces les plus défavorisées. Les statistiques de l'éducation que vient de publier le ministère ont aidé dans l'identification desdites provinces. Ce ciblage contribuera à assurer plus d'équité dans l'accès et la rétention des enfants à l'école.

Un accent sera aussi mis sur la mise à niveau du SIGE et de sa plateforme en vue d'une production dans les délais des indicateurs fiables de l'éducation.

---

[i] Ces chiffres ont été actualisés sur la base des nouvelles projections démographiques publiées en 2017 par l'Institut national des Statistiques. Elles tiennent comptent de la tranche d'âges des 7 – 12 ans et non des 6-11 ans.